Chronique de la campagne présidentielle – épisode 25

C'est notre 25ème et dernière chronique de la campagne de l'élection présidentielle, mais nous enchaînerons avec une chronique de la campagne des élections législatives la semaine prochaine !

Au sommaire :

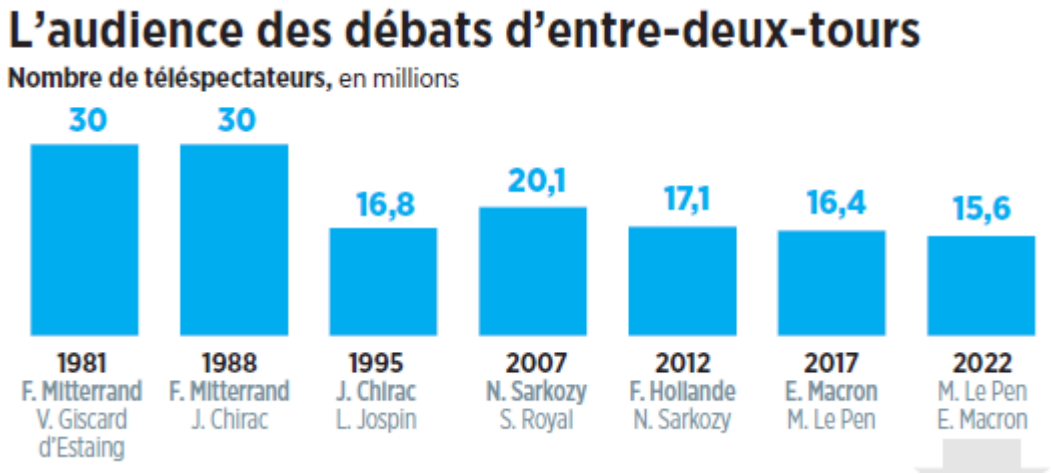
- Macron, grand favori du second tour de l'élection présidentielle

- Mélenchon premier ministre ?

Macron, grand favori du second tour de l'élection présidentielle

Depuis le premier tour, le changement de ton des grands médias vis-à-vis de Le Pen est édifiant ! Avant le premier tour, elle était « sérieuse », « rassurante », « calme », elle avait « progressé ». Il faut dire que l'objectif était d'éjecter Mélenchon du second tour afin de promouvoir l'affiche Macron / Le Pen. Mais depuis que le premier tour a livré son verdict, changement de ton : Le Pen est redevenue la dangereuse fasciste à combattre ! Même son de cloche du côté des directions syndicales, restées silencieuses avant le premier tour, et qui ont fait campagne pour Macron dans l'entre-deux tours, ce qui a valu à Martinez les remerciements de Macron

La campagne de l'entre-deux-tours s'est révélée comme on pouvait s'y attendre affligeante. Le débat d'entre-deux-tours (le moins regardé de la 5ème République) a été insipide. Le Pen n'avait visiblement qu'un objectif : rester calme. Mais elle a été incapable de répondre ou de contredire Macron, affichant son incompétence sur à peu près tous les sujets. Quant à Macron, il a déroulé son argumentaire avec morgue sans rencontrer une quelconque opposition. La convergence entre les deux candidats a sauté aux yeux sur de nombreux sujets… dont celui, central, du pouvoir d'achat ! Les deux se contentent de vouloir inciter les patrons à augmenter les salaires… en leur promettant baisse de cotisations et d'impôts si ils daignent faire un geste pour les travailleurs/ses.



Les sondages donnent en moyenne une avance confortable à Macron, avec plus de 55 % des intentions de vote (entre 53 % et 57 % selon les instituts). Il a creusé sensiblement l'écart depuis le 10 avril, et l'issue du second tour ne fait guère de doute, d'autant plus que Le Pen n'a marqué aucun point depuis le 10 avril. Néanmoins, il est frappant de constater l'ancrage de Le Pen au sein des catégories populaires (ouvriers et employés) où elle rassemble entre 60 % et 70 % des intentions de vote. Il est probable que Le Pen sera majoritaire chez les actifs et que Macron ne devra son élection qu'au vote des retraités.

	Macron	Le Pen
Moyenne	**55,4**	**44,6**
Ipsos	57	43
Ifop	55	45
Harris	55	45
Elabe	55,5	44,5
Odoxa	53	47
Cluster	56	44
OpinionWay	57	43
Kantar	55	45
BVA	55,5	44,5

Résultats des derniers sondages des instituts

Comme en 2017, les dirigeants de la France insoumise ont pour unique consigne « pas une voix pour Le Pen », bien conscients que leur électorat est profondément divisé entre le vote Macron et l'abstention / vote nul, et même pour une partie significative le vote Le Pen. La consultation en ligne des soutiens de Mélenchon (qui exclu le vote Le Pen) a donné 38 % pour le vote blanc, 33 % pour le vote Macron, et 29 % pour l'abstention. Quant aux sondages, ils indiquent qu'environ 40 % des électeurs et électrices s'apprêtent à voter Macron contre 20 % pour Le Pen et 40 % pour l'abstention et le vote blanc.

Mélenchon premier ministre ?

Les dirigeants de la France insoumise sont déjà à 100 % tournés vers les élections législatives. Ils affichent leur ambition d'obtenir une majorité à l'assemblée nationale, et d'imposer une cohabitation à Macron avec Mélenchon premier ministre. Il faut dire que la frustration de beaucoup de travailleurs/ses et de jeunes face au second tour Macron / Le Pen peut donner des espoirs à la France insoumise. D'autant plus qu'un récent sondage indique que les deux tiers des Français ne veulent pas que Macron ait une majorité à l'assemblée nationale.

L'Union populaire s'est adressée par des courriers au NPA, au PCF, et à EELV pour un accord aux législatives. Une majorité du conseil politique national du NPA a décidé de répondre favorablement à la proposition de rencontre de l'Union populaire (lire ICI la lettre du NPA). Une première rencontre a eu lieu ce mercredi. Des discussions ont également lieu avec EELV et le PCF. En interne de ces formations, de plus en plus de militants et de cadres font pression pour qu'un accord soit conclu avec l'Union

populaire. Chez les Verts, Sandrine Rousseau, Eric Piolle ou Karima Delli affichent par exemple leur espoir que Mélenchon puisse devenir premier ministre. Générations a également répondu favorablement à l'Union populaire. Le PS est pour l'instant exclu des négociations, malgré le fait qu'Olivier Faure a obtenu une majorité du bureau national du PS pour entamer des discussions avec la France insoumise.

Nous sommes contre un accord électoral qui associerait les sociaux-libéraux (le PS et les écologistes sur la ligne Jadot) et pour une alliance de la « gauche de rupture », antilibérale et anticapitaliste, qui associerait notamment l'Union populaire, le NPA, le PCF, et plus largement les syndicats de lutte et associations antiracistes, féministes, etc. Bien entendu, la force motrice de ce regroupement serait l'Union populaire, mais les autres composantes doivent pouvoir (au-delà d'un socle minimum commun) garder leur indépendance, défendre leur orientation, et leur liberté de vote au parlement. Il ne faut ni une « union de la gauche » qui ferait perdre toute cohérence au regroupement, ni une exigence de ralliement pur et simple au programme de l'Union populaire qui empêcherait tout regroupement et toute dynamique au-delà de l'Union populaire.

Gaston Lefranc, le 22 avril 2022